

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

**ORDRE DU JOUR
DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 1er au 5 avril 2019

JEUDI
04 avril 2019
à 9 h 30

Projets de loi et propositions

1. Proposition de loi (MM. Luk Van Biesen, David Clarinval, Roel Deseyn, Peter Dedecker, Dirk Van Mechelen, Eric Van Rompuy et Benoît Piedboeuf et Mme Rita Gantois) portant des dispositions fiscales diverses et modifiant l'article 1er, § 1er, de la loi du 5 avril 1955, n°s 3528/1 à 7.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - l'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteur : M. Gautier Calomne]

2. - Proposition de loi (M. Laurent Devin, Mmes Gwenaëlle Grovonius et Karine Lalieux et MM. Frédéric Daerden et Ahmed Laaouej) instaurant un taux de TVA réduit pour les bicyclettes et bicyclettes électriques, n°s 3135/1 à 3.
- Proposition de loi (M. Laurent Devin et Mmes Karine Lalieux et Gwenaëlle Grovonius) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à accorder une réduction d'impôt à l'achat d'une bicyclette ou d'une bicyclette électrique, n° 3206/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Georges Gilkinet et Gautier Calomne]

3. Proposition de loi (MM. Ahmed Laaouej, Frédéric Daerden et Luk Van Biesen, Mme Griet Smaers, MM. Steven Vandeput, Benoît Piedboeuf, Benoît Dispa et Georges Gilkinet, Mme Meyrem Almaci et M. David Clarinval) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 supprimant la pénalité en cas de non-conformité à la condition du montant de rémunération de dirigeant, n°s 2920/1 à 4.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Benoît Piedboeuf et Benoît Dispa]

4. Proposition de loi (MM. Luk Van Biesen, Dirk Van Mechelen, Benoît Piedboeuf et Gautier Calomne) modifiant l'arrête royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne certaines publications, n° 3619/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Vincent Van Peteghem et Ahmed Laaouej]

5. Proposition de loi (MM. Luk Van Biesen, Dirk Van Mechelen, Benoît Piedboeuf et Gautier Calomne) introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, n° 3625/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Steven Vandeput]

6. - Proposition de loi (Mme Meyrem Almaci, MM. Georges Gilkinet, Luk Van Biesen et Benoît Dispa) modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse en vue d'instaurer un serment bancaire et un régime disciplinaire, n°s 3650/1 et 2.
- Proposition de loi (Mme Meyrem Almaci et MM. Georges Gilkinet et Peter Vanvelthoven) modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse en ce qui concerne l'instauration d'un serment bancaire, n°s 2748/1 et 2.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Roel Deseyn]

7. Proposition de loi (Mme Sarah Smeyers, MM. Frank Wilrycx, Luk Van Biesen, Johan Klaps et Peter Dedecker) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne l'exonération d'impôt pour la cession de l'emphytéose, n°s 696/1 à 9.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Steven Vandepuut]

8. - Proposition de loi (Mmes Griet Smaers et Leen Dierick, MM. Gautier Calomne et Luk Van Biesen et Mme Carina Van Cauter) visant à rendre plus accessible l'assurance protection juridique, n°s 3560/1 à 4.
- Proposition de loi (MM. Christian Brotcorne et Benoît Dispa) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à permettre la déductibilité totale des primes d'assurances "protection juridique", n°s 677/1 à 3.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Benoît Piedboeuf]

9. - Proposition de loi (Mme Catherine Fonck, MM. Benoît Lutgen et Benoît Dispa et Mme Vanessa Matz) modifiant la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances en vue d'augmenter le plafond de revenus pour pouvoir bénéficier d'avances sur pension alimentaire, n°s 2601/1 à 5.
- Proposition de résolution (Mme Fabienne Winckel, M. Ahmed Laaouej, Mmes Karine Lalieux, Özlem Özen et Gwenaëlle Grovonius) visant à permettre un fonctionnement optimal du Service des créances alimentaires, n°s 1210/1 et 2.
- Proposition de loi (Mme Fabienne Winckel, M. Ahmed Laaouej et Mmes Karine Lalieux et Özlem Özen) modifiant la loi du 21 février 2003 créant un service des créances alimentaires au sein du SPF Finances afin que celui-ci devienne un véritable service universel, n° 2705/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Georges Gilkinet]

10. Projet de loi portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire par rapport à la protection des données relatives à la surveillance dosimétrique, n°s 3586/1 à 3.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Sybille de Coster-Bauchau]

11. - Proposition de loi (M. Franky Demon, Mmes Veerle Heeren, Katja Gabriëls et Sandrine De Crom, MM. Koenraad Degroote, Koen Metsu et Brecht Vermeulen, Mme Sybille de Coster-Bauchau, M. Philippe Pivin et Mme Françoise Schepmans) modifiant des dispositions relatives à la police intégrée, n° s 3547/1 à 7.
- Proposition de loi (MM. Koenraad Degroote, Koen Metsu et Brecht Vermeulen) modifiant la loi du 6 décembre 2005 relative à la répartition d'une partie des recettes fédérales en matière de sécurité routière, n° 3448/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Julie Fernandez Fernandez]

12. - Proposition de loi (MM. Eric Thiébaud, Laurent Devin et André Frédéric, Mmes Fabienne Winkel, Nawal Ben Hamou et Julie Fernandez Fernandez, M. Emir Kir, Mme Kristien Van Vaerenbergh et M. Gautier Calomne) relative à la modification de la mention "divorcé(e)" dans les actes administratifs, n° s 2873/1 à 6.
- Proposition de loi (M. Gautier Calomne, Mme Kattrin Jadin, MM. Gilles Foret et Philippe Goffin, Mmes Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Caroline Cassart-Mailleux et Stéphanie Thoron) modifiant le Code civil en ce qui concerne la modification des mentions "divorcé(e)" et "veuf(ve)" dans les actes administratifs, n°s 2742/1 à 4.
- Proposition de loi (Mme Kristien Van Vaerenbergh) relative à la mention de l'état civil sur les extraits des registres de l'état civil, du registre national et de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, n° 3099/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : Mmes Sybille de Coster-Bauchau et Veerle Heeren, M. Koenraad Degroote et Mme Özlem Özen]

13. Proposition de loi (M. Philippe Pivin, Mmes Katja Gabriëls et Sandrine De Crom, M. Franky Demon, Mmes Sybille de Coster-Bauchau et Françoise Schepmans) portant modification de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, n°s 3575/1 à 5.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : M. Emir Kir et Mme Sarah Smeyers]

14. - Proposition de loi (M. Franky Demon et Mme Sonja Becq) modifiant la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics, n°s 3645/1 à 4.
- Proposition de loi (MM. Alain Top, David Geerts et Dirk Van der Maelen, Mmes Karin Temmerman et Monica De Coninck, M. Hans Bonte et Mme Maya Detiège) modifiant la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics en ce qui concerne les fonctionnaires fédéraux qui sont membres d'un Comité spécial du service social, n°s 3647/1 et 2.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - l'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteur : Mme Sandrine De Crom et M. Koenraad Degroote]

15. - Projet de loi modifiant les articles 2, 3, 3bis, 10, 11, 15 à 15/4, 39, 43/4, 43/5, 43/8, 54, 58, 61 et 62 de, et insérant l'article 3ter dans la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, et insérant l'article 37/1 dans la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale, n°s 3327/1 à 6.
- Proposition de loi (Mme Els Van Hoof) modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, n° 2214/1.
- Proposition de loi (Mme Els Van Hoof) modifiant la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et la gestion de la Loterie Nationale en ce qui concerne la limite d'âge pour participer aux loteries publiques, paris, concours et jeux de hasard par le biais des instruments de la société de l'information, n° 2562/1.
- Proposition de loi (M. Hans Bonte, Mme Annick Lambrecht et M. Peter Vanvelthoven) modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, n° 2987/1.

- Proposition de loi (M. Peter Vanvelthoven, Mmes Annick Lambrecht, Meryame Kitir et Karin Temmerman) modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, en vue d'interdire la publicité pour les jeux de hasard en ligne, n° 3106/1.
- Proposition de loi (Mme Els Van Hoof) modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs en vue d'interdire les paris sur les activités auxquelles participent principalement des mineurs, n° 3229/1.
- Proposition de loi (Mme Els Van Hoof) modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, en vue d'organiser une concertation structurelle entre la Commission des jeux de hasard, les représentants des services d'assistance sociale en matière de dépendance et de dettes financières et les représentants des utilisateurs, n° 3239/1.
- Proposition de loi (de heren Vincent Van Peteghem, Brecht Vermeulen, Luc Gustin en Patrick Dewael) modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs en ce qui concerne les paris sur les courses hippiques, n°s 3245/1 et 2.
- Proposition de loi (M. Brecht Vermeulen) modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, n° 3512/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : Mme Özlem Özen et M. Christian Brotcorne]

16. **Projet de loi portant insertion du Livre 8 "La preuve" dans le nouveau Code civil, n°s 3349/1 à 6.**

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : M. Gautier Calomne et Mme Özlem Özen]

17. **Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 25 juillet 2018 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service et des citernes de gasoil à des fins de chauffage, n° 3585/1.**

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Bert Wollants]

18. Proposition de loi (M. Paul-Olivier Delannois, Mme Karine Lalieux, M. Jean-Marc Delizée et Mme Fabienne Winckel) modifiant la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, visant à adapter les règles relatives à la résiliation des contrats d'assurance afin de mieux protéger le consommateur, n°s 3468/1 à 5.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Caroline Cassart-Mailleux]

19. - Proposition de loi (Mmes Griet Smaers, Leen Dierick, Isabelle Galant et Nele Lijnen, M. Frank Wilrycx et Mme Caroline Cassart-Mailleux) portant dispositions diverses en matière d'Economie, n°s 3570/1 à 3.
- Proposition de loi (MM. Gautier Calomne et David Clarinval et Mme Kattrin Jadin) modifiant le Code de droit économique, relative à l'arrondi symétrique obligatoire des prix, n°s 3474/1 et 2.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Karine Lalieux]

20. Proposition de loi (Mme Griet Smaers, M. Frank Wilrycx, Mmes Leen Dierick et Nele Lijnen) modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, n°s 3568/1 à 3.

[matière visée à l'article 78 de la Constitution - Rapporteur : Mme Karine Lalieux]

21. Proposition de loi (M. Benoît Friart, Mmes Nele Lijnen et Leen Dierick et M. Frank Wilrycx) modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité portant la mise en place d'un mécanisme de rémunération de capacité, n°s 3584/1 à 3.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Michel de Lamotte]

22. Proposition de loi (M. Frank Wilrycx, Mmes Leen Dierick et Griet Smaers et MM. Damien Thiéry et Benoît Friart) modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue d'introduire une procédure de mise en concurrence pour la construction et l'exploitation d'installations de production dans les espaces marins sous la juridiction de la Belgique, n°s 3581/1 à 5.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Bert Wollants]

23. Proposition de loi (M. Werner Janssen et Mme Rita Gantois) modifiant la loi du 28 juillet 1981 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, et des Annexes, faites à Washington le 3 mars 1973, ainsi que l'Amendement à la Convention, adopté à Bonn le 22 juin 1979 et l'arrêté royal du 9 avril 2003 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce, n°s 3202/1 à 4.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Karine Lalieux]
24. Proposition de résolution (MM. Gilles Vanden Burre, Stefaan Van Hecke, Jean-Marc Nollet et Marcel Cheron, Mme Anne Dedry, M. Georges Gilkinet et Mmes Véronique Waterschoot et Sarah Schlitz) visant à demander aux entreprises publiques autonomes d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre et d'être neutres en émissions carbone, n° 3298/1 à 3.
[Rapporteur : Mme Anne-Catherine Goffinet]
25. Proposition de loi (Mmes Isabelle Galant et Caroline Cassart-Mailleux, MM. Vincent Van Quickenborne et Egbert Lachaert et Mme Griet Smaers) modifiant diverses dispositions relatives au régime de pension des travailleurs indépendants, en ce qui concerne le cumul entre une pension au taux ménage et une pension dans le chef de l'autre conjoint, n°s 3513/1 à 6.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Sans rapport]
26. Proposition de résolution (M. Damien Thiéry, Mme Kattrin Jadin et MM. Benoît Friart et Hendrik Bogaert) concernant l'évolution et la modernisation du cadre de réserve des forces armées, n°s 2683/1 à 8.
[Rapporteur : M. Tim Vandenput]
27. Proposition de loi (MM. Damien Thiéry, Hendrik Bogaert, Dirk Van Mechelen et Tim Vandenput) modifiant diverses dispositions relatives à la mobilité externe des militaires, n° 3507/1.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Véronique Waterschoot]
28. Proposition de loi (MM. Damien Thiéry, Tim Vandenput et Hendrik Bogaert) modifiant la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées, n° 3605/1.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Richard Miller]

29. Proposition de loi (MM. Damien Thiéry, Tim Vandenput et Hendrik Bogaert) modifiant la loi du 30 août 2013 instituant la carrière militaire à durée limitée, n° 3606/1.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Julie Fernandez Fernandez]
30. Proposition de loi (MM. Damien Thiéry, Tim Vandenput et Hendrik Bogaert) modifiant l'article 73 de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées, n° 3607/1.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : MM. Alain Top et Richard Miller]
31. Proposition de loi (MM. Damien Thiéry, Hendrik Bogaert, Veli Yüksel et Tim Vandenput) modifiant diverses dispositions relatives au recrutement et à l'évaluation professionnelle des militaires, n°s 3608/1 et 2.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Véronique Waterschoot]
32. Proposition de loi (Mme Daphné Dumery, M. Jef Van den Bergh et Mme Annick Lambrecht) modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, en ce qui concerne l'accès aux rues scolaires, n°s 3470/1 à 3.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - l'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteur : Mme Sandrine De Crom]
33. Proposition de loi (Mmes Daphné Dumery et Annick Lambrecht) modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne l'instauration de zones cyclables, n°s 2444/1 à 4.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : Mme Nele Lijnen et M. Emmanuel Burton]
34. Proposition de loi (M. Veli Yüksel, Mme Nele Lijnen, MM. Bert Wollants et Jef Van den Bergh, Mme Sandrine De Crom et M. Jean-Jacques Flahaux) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en vue de modifier la dénomination sociale de l'entreprise publique autonome "Belgocontrol" en "keyes", n°s 3525/1 et 2.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Marcel Cheron]

35. Proposition de loi (Mmes Nele Lijnen et Sandrine De Crom et MM. Jean-Jacques Flahaux et Jef Van den Bergh) introduisant le Code belge de la navigation, n°s 3536/1 à 3.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : M. Vincent Van Peteghem et Mme Daphné Dumery]

36. Proposition de loi (MM. Emmanuel Burton et Jef Van den Bergh, Mmes Nele Lijnen, Sandrine De Crom et Daphné Dumery) modifiant la loi du 19 mai 2010 portant création de la Banque-Carrefour des véhicules, n°s 3604/1 et 2.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - l'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteur : Mme Anne-Catherine Goffinet]

37. Proposition de loi (M. Jef Van den Bergh, Mme Daphné Dumery, M. Roel Deseyn) modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en vue d'instaurer le dispositif "vert intégral pour les cyclistes", n°s 2833/1 à 4.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Anne-Catherine Goffinet]

38. Proposition de résolution (M. David Geerts et Mme Karin Temmerman) relative à la réalisation d'une enquête sur le rôle joué par la SNCB dans les convois ferroviaires et la déportation de juifs durant la Seconde Guerre mondiale, n°s 3596/1 à 3.

[Rapporteurs : Mme Nele Lijnen et M. Jean-Jacques Flahaux]

39. Proposition de résolution (Mme Julie Fernandez Fernandez, MM. Dirk Van der Maelen, Jacques Chabot et Ahmed Laaouej) visant à mettre oeuvre une protection effective des lanceurs d'alerte au sein du ministère de la Défense et de l'ensemble des services fédéraux, n°s 3042/1 et 2.

[Rapporteur : M. Alain Top]

[Application de l'article 88 du Règlement]

à 14 h 15

Questions orales

Projets de loi et propositions

Reprise de l'ordre du jour de 9 h 30

Nomination

Nomination des membres du Centre de connaissances de l'Autorité de protection des données, n° 3676/1.

Dotations à certains partis politiques

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)
(voir annexe)

Votes nominations

sur les projets de loi et propositions.

à 18 h 05

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

Annexe

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi (MM. Philippe Pivin, Olivier Chastel et Richard Miller) modifiant le Code pénal en vue d'étendre la mise à la disposition du tribunal d'application des peines à l'ensemble des infractions terroristes, n° 3686/1.
 2. Proposition de loi (Mmes Sophie De Wit et Kristien Van Vaerenbergh) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le délai pour suivre l'appel, n° 3687/1.
 3. Proposition de déclaration (M. Olivier Maingain et Mme Véronique Caprasse) de révision des articles 48 et 142 de la Constitution, n° 3689/1.
 4. Proposition de déclaration (M. Olivier Maingain et Mme Véronique Caprasse) de révision de la Constitution en vue d'y insérer un article 39quater permettant la tenue d'un référendum d'initiative citoyenne, n° 3690/1.
 5. Proposition de résolution (Mme Stéphanie Thoron) visant à prendre en compte les conclusions du Comité des droits de l'enfant sur les cinquième et sixième rapports de la Belgique, et à prendre les dispositions adéquates et nécessaires, n° 3695/1.
 6. Proposition de loi (M. Jan Spooren) modifiant la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées, n° 3700/1.
 7. Proposition de résolution (Mme Vanessa Matz) visant à évaluer et à renforcer les mesures prises pour lutter contre les violences à l'encontre des membres des services de police, n° 3701/1.
-